

rections syndicales des procédures (type procédure Toutée) visant à répartir la masse salariale.

Cette politique se poursuit aujourd'hui avec la réforme régionale et la réforme du Sénat qui visent à associer les syndicats à la politique gouvernementale, de même qu'avec la loi sur les droits syndicaux et les accords sur l'emploi.

Jusqu'à présent cette politique n'a rencontré qu'un demi-succès, les organisations syndicales ayant réussi à préserver leur autonomie. Cependant, dans la mesure où elles n'avaient pas de stratégie anticapitaliste, elles n'ont fait que reculer, n'engageant jamais des batailles décisives face aux attaques de la bourgeoisie.

L'incurie des directions réformistes est apparue avec beaucoup plus de netteté quand le capitalisme français, dans la période d'essoufflement du « boom » d'après guerre a commencé à lancer des attaques relativement sérieuses contre le niveau de vie des travailleurs avec les ordonnances.

Après la journée du 17 mai 1967, la lutte fut transférée dans l'enceinte parlementaire, alors que de Gaulle lui-même ôtait tout pouvoir au Parlement en la matière, et se termina par de lugubres enterrements de la « Sécu » en automne 1967.

Au même moment, les grèves dures se multipliaient : pendant tout le printemps 1967 des mouvements avaient eu lieu, avec pour la première fois depuis longtemps, à Rhodiaca, l'occupation de l'usine. Au Mans, à Mulhouse, à Caen, à Redon des affrontements très durs avaient lieu entre ouvriers et C.R.S. Pour la première fois apparaissaient sur la scène politique, en tête de ces manifestations, des milliers de jeunes qui débordaient les organisations réformistes et ne s'y reconnaissaient pas. C'est avec mai 1968 que cette génération entre sur la scène politique.

LE CAPITALISME FRANÇAIS EST RENTRE DANS UNE PERIODE INSTABLE

Les vingt ans de stabilité obtenus par le néo-capitalisme sont maintenant révolus. Depuis mai 1968, la preuve a été faite que la révolution socialiste était à l'ordre du jour. L'actuelle situation en Espagne, en Italie, en Angleterre, sans parler de la France, prouve que l'ère de « l'opulence », de la société « abondante », « au-dessus des classes », est à jamais révolue.

En France, la bourgeoisie ne s'est pas remise de mai 1968. La crise financière de novembre, les difficultés économiques actuelles en témoignent. Quant au régime gaulliste, son incapacité de trouver une solution bourgeoise au problème de mai, prépare sa chute.

Incapable de résoudre la crise de l'université, incapable de museler la classe ouvrière, incapable de « maintenir l'ordre », il se survit, faute d'un remplaçant bourgeois capable de prendre en main la situation.

La seule solution viable à terme pour la bourgeoisie serait une solution de droite, s'appuyant sur l'armée, et éventuellement les groupes fascistes (à la grecque). Mais son instauration ne pourra se faire qu'après une défaite ouvrière. Elle présente aujourd'hui le gros risque de provoquer une riposte de masse de la classe ouvrière qui n'a pas été démobilisée.

L'hypothèse la plus probable pour l'avenir est donc la chute de de Gaulle à plus ou moins long terme, et son remplacement